

16 avril 2003  
Français  
Original: anglais

---

## **Commission du désarmement**

### **Session de fond de 2003**

New York, 31 mars-17 avril 2003

Point 4 de l'ordre du jour

## **Moyens de parvenir au désarmement nucléaire**

### **Document de travail présenté par le Pakistan**

**À inclure à la section V (« Conclusions et recommandations »)  
du document de travail du Président intitulé « Moyens de parvenir  
au désarmement nucléaire »**

#### **Premier point**

Tant qu'elle est utilisée aux fins de la stabilité stratégique, la dissuasion nucléaire devrait être maintenue au niveau le plus bas possible. La conclusion du Traité de Moscou, qui prévoit la réduction des armes stratégiques nucléaires, devrait être un prélude à d'autres réductions massives des arsenaux nucléaires actuels des deux grandes puissances nucléaires. Dans un premier temps, leurs armes nucléaires devraient être réduites – unilatéralement, bilatéralement ou plurilatéralement – jusqu'à un niveau d'égalité avec d'autres États dotés de l'arme nucléaire. Ensuite, de nouvelles réductions pourraient être menées dans le cadre multilatéral.

#### **Deuxième point**

Il faudrait accorder beaucoup plus d'attention aux incidences des défenses antimissiles balistiques de théâtre sur la stabilité de certaines des régions les plus sensibles du monde. Il incombe aux grandes puissances de décourager l'introduction de systèmes de missiles antimissiles balistiques (missiles ABM) dans ces régions.

#### **Troisième point**

Les États reconnus par le Traité de non-prolifération comme dotés de l'arme nucléaire se sont engagés à éliminer les armes nucléaires. Cet engagement doit être traduit dans les faits. En outre, il faudrait engager dans les plus brefs délais des négociations sur le désarmement nucléaire dans le cadre de la Conférence du désarmement.



#### **Quatrième point**

Conformément à la Déclaration du Millénaire, il faudrait organiser une conférence internationale sur la réduction des dangers nucléaires.

#### **Cinquième point**

Des négociations multilatérales devraient avoir lieu aux fins de la conclusion d'un instrument international juridiquement contraignant sur les garanties négatives de sécurité pour les États non dotés de l'arme nucléaire conformément aux résolutions de l'ONU. Cet instrument offrirait des garanties crédibles contre la prolifération des armes nucléaires. En outre, les États dotés de l'arme nucléaire devraient reconnaître les zones exemptes d'armes nucléaires créées conformément à des accords librement consentis.

#### **Sixième point**

Lancement de négociations dans le cadre de la Conférence du désarmement concernant la conclusion d'un traité relatif aux matières fissiles qui soit universel, non discriminatoire et vérifiable et porte à la fois sur le désarmement nucléaire et les aspects de la non-prolifération des armes nucléaires.

#### **Septième point**

Adhésion au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et, en attendant son entrée en vigueur, respect constant des moratoires unilatéraux par les États dotés de l'arme nucléaire.

#### **Huitième point**

Lancement de négociations relatives à un instrument juridique multilatéral visant à prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Des mesures unilatérales, qu'elles soient techniques ou militaires, ne peuvent qu'inviter les ripostes d'autres puissances qui risquent d'y voir des menaces pour leur sécurité.

#### **Neuvième point**

La menace créée par les missiles devrait être traitée avec le souci de trouver des solutions complètes et dans un esprit de coopération, en tenant compte des préoccupations de sécurité de tous les États. La Conférence du désarmement devrait examiner la question des missiles. Parallèlement, les États Membres pourraient envisager des mesures provisoires équitables et pratiques en vue de réduire les menaces liées aux missiles à tous les niveaux.

#### **Dixième point**

Élimination des restrictions injustifiées au transfert de technologie nucléaire, compte tenu des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, vers les pays en développement aux fins d'activités en matière d'énergie, de santé et d'agriculture.